



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**portant mesures d'urgence suite à un sinistre survenu sur l'installation du SMICTOM
Centre-Ouest sur la commune de Gaël**

**Le préfet de la région Bretagne,
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de l'environnement et, notamment, ses articles L. 512-20, R.512-69 et R.512-70 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 40780 du 12 mars 2013 autorisant le SMICTOM Centre-Ouest à exploiter au lieu-dit Le Point Clos sur la commune de GAEL une installation de stockage de déchets non dangereux et les arrêtés préfectoraux complémentaires, notamment, des 26 juillet 2018, 08 janvier 2021 et 18 mars 2024 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU les inondations historiques survenues en raison des tempêtes Herminia et Eowyn sur la région Bretagne depuis le 25 janvier 2025 ;

VU les éléments et documents communiqués par l'exploitant le 28 janvier 2025 et complétés le 29 janvier 2025 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 29 janvier 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté le 30 janvier 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU la réponse de l'exploitant sur ce projet en date du 30 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que les inondations historiques engendrées par les tempêtes Herminia et Eowyn survenues depuis le 25 janvier 2025, ainsi que les fortes précipitations associées, sur le site du SMICTOM Centre-Ouest au lieu-dit Le Point Clos sur la commune de GAEL risquent d'engendrer une situation dégradée des conditions d'exploitation par rapport à celles décrites dans le dossier qui a conduit à la délivrance de l'arrêté d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que la capacité résiduelle de stockage des bassins de stockage des lixiviats bruts est estimée à 250 m³ ;

CONSIDÉRANT que le débit d'effluent reçu par les bassins de stockage des lixiviats bruts est de 12 m³/h et que le débit maximal de rejet autorisé des bassins de stockage des eaux traitées vers le milieu extérieur est limité à 125 m³/j soit 5,2 m³/h ;

CONSIDÉRANT que l'épisode de précipitations et d'inondations susvisé est susceptible d'engendrer un débordement non maîtrisé des bassins de stockage des lixiviats bruts qui serait de nature à engendrer une pollution du milieu ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, il y a lieu de faire application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement qui prévoit :

« En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. »

Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. »

CONSIDÉRANT que, compte tenu de l'urgence à imposer ces mesures, les délais sont incompatibles avec ceux du recueil de l'avis de la commission consultative compétente ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Respect des prescriptions

À compter de la date du présent arrêté, les prescriptions applicables au fonctionnement des installations exploitées par le SMICTOM Centre-Ouest au lieu-dit Le Point Clos sur la commune de GAEL, et notamment celles de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2013 sont modifiées selon les termes suivants.

Ces dispositions prennent fin dans les conditions prévues à l'article 2.1 du présent arrêté.

Article 2 : Augmentation exceptionnelle du débit de rejet

Article 2.1 : Terme des dispositions exceptionnelles

Les dispositions du présent arrêté prennent fin dès que le volume disponible dans les bassins de stockage des lixiviats, tels que mesurés à l'article 2.3 atteint un volume de 3000 m³. Les prescriptions antérieures rentrent alors de nouveau en vigueur.

Article 2.2 : Gestion du rejet

L'exploitant est autorisé à rejeter les eaux traitées contenues dans les bassins de traitement et de stockage de son installation vers le milieu extérieur avec un débit ne pouvant excéder ni 300 m³/j en moyenne quotidienne, ni 30 m³/h en moyenne instantanée.

Article 2.3 : Surveillance du volume disponible dans les bassins

L'exploitant procède à une évaluation au moins quotidienne du volume disponible dans les bassins de stockage des lixiviats et transmet quotidiennement ces relevés à l'Inspection des installations classées. Il avertit l'Inspection des installations classées dès que ce volume atteint 3 000 m³.

Article 2.4 : Surveillance de la qualité du rejet

L'exploitant procède au contrôle des paramètres physico-chimiques prévus à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2013, tous les deux jours, à intervalle régulier et transmet les résultats à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais.

Article 2.5 : Surveillance des débits

L'exploitant doit mesurer a minima quotidiennement les débits rejetés et surveille à la même fréquence les débits mesurés à la station de Loyat sur Yvel.

Dans le cas où le débit au seuil de jaugeage de Loyat sur Yvel serait inférieur à 5 m³/s, le débit de rejet vers le milieu extérieur est limité à 125 m³/j.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de RENNES :

- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application "Télérécours citoyen" accessible à partir du site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté n'est pas communicable. Il est toutefois consultable dans les conditions précisées par l'instruction du Gouvernement du 06 novembre 2017 susvisée.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition des personnes intéressées sera affiché en mairie de Gaël pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le maire de la commune de Gaël fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine l'accomplissement de cette formalité. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de l'exploitant.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Gaël et à l'exploitant.

Fait à Rennes, le

30 JAN. 2025

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Pierre LARREY